

## Une conférence inutile le 15 janvier à Paris

Le 15 janvier 2017, cinq jours avant l'entrée en fonction de Trump aux USA, doit se tenir au Quai d'Orsay, à l'appel du Président Hollande, une conférence pour la paix entre Israël et la Palestine.

70 délégations sont invitées, sans les principaux intéressés. Mahmoud Abbas a cependant annoncé qu'il serait présent à Paris. Netanyahu, par contre, sans surprise, dénonce cette rencontre qui pourrait aggraver la condamnation d'Israël votée à l'ONU dans la résolution 2334.

Pour le Président français qui a d'autant plus de temps libre qu'il n'est pas candidat à sa succession, et qu'il faut bien se donner une stature internationale pour compenser le vide national, il s'agit de réaffirmer l'engagement de la France, de l'UE et de la communauté internationale en faveur de la solution à deux États avec une référence aux frontières du 4 juin 1967 et aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Pour ce qui est de l'engagement français, on note surtout – dans la continuité d'un soutien de Hollande à Israël lors des crimes commis à Gaza en 2014 - celui de poursuivre en justice les militants de BDS, comme à Metz le 24 janvier, et d'identifier, à la demande du CRIF, l'antisionisme à de l'antisémitisme.

Bref, rien de neuf à attendre de cette agitation politicienne. Sur ce terrain, l'essentiel, cependant très insuffisant, est déjà dit dans la [résolution 2334](#).

Cette résolution, n'exige même pas qu'Israël se retire de tous les territoires occupés et/ou annexés. Elle demande juste un gel des nouvelles implantations coloniales. Surtout, elle ne dit pas un mot du droit au retour des réfugiés palestiniens pourtant affirmé dans plusieurs résolutions de l'ONU. Et elle ne prévoit aucune action de contrainte contre l'occupant qui se moque de ces recommandations.

Son défaut principal est de remettre encore en avant la solution caduque de deux États que l'État d'Israël, couvert par ses amis, s'obstine, année après année, jour après jour, à ruiner définitivement par tous ses actes à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et sur le Golan annexé.

Il ne peut y avoir de solution satisfaisante sans la reconnaissance de l'égalité des droits de tous les citoyens de cette région, quelle que soit leur appartenance nationale ou leur religion. N'est-ce pas Israël qui, dans les faits et les actes, ne laisse de plus en plus comme solution que celle d'un seul État, de tous ses citoyens, quelle que soit la forme qu'il prendra ? Il est temps que ladite communauté internationale en prenne acte !

L'Union juive française pour la paix dénonce l'appel à une manifestation de soutien à Israël devant son ambassade le 15 janvier. Le Consistoire, le CRIF, le FSJU et tous ces prétendus amis des Juifs et d'Israël, prennent une lourde responsabilité en soutenant cette cause injuste au moment où Netanyahu lui-même prend le parti de la grâce d'un soldat franco-israélien condamné par la justice israélienne pour avoir abattu un Palestinien à terre et déjà maîtrisé par les soldats. Ces gens ne représentent pas les Juifs et les mettent en danger. Nous menons un autre combat.

Le Bureau national de l'UJFP, le 12 janvier 2017

**Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS**

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org) • Site web : [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

Page facebook : [www.facebook.com/UJFP.Officiel](http://www.facebook.com/UJFP.Officiel) • Compte twitter: @contactujfp